

# Boris Vallaud, PS. « Réaffirmer notre souveraineté et agir sur le réel »

Jeudi, 9 Avril, 2020 Entretien par [Benjamin König](#)

*Entretien. Toute la semaine, l'Humanité interroge les responsables de gauche sur leur vision du « jour d'après ». Boris Vallaud, porte-parole du PS et député des Landes, plaide notamment pour un Parlement fort.*



**Cette crise bouleverse bien des certitudes et les bases de notre société. Quels enseignements en tirez-vous, notamment sur le plan économique et social ?**

**Boris Vallaud.** La crise précède la crise. La pandémie n'en est que la morsure apparente et profonde parce que tout coagule : la crise des services publics, de l'hôpital, qui connaît un mouvement social fort depuis un an. Mais il y a également une crise de la puissance publique, de la mondialisation, de l'environnement. Le néolibéralisme, dans ce qu'il produit depuis des décennies, les inégalités, les violences, la destruction de l'environnement et la disqualification de la puissance publique, peut emporter avec lui le libéralisme politique, c'est-à-dire la démocratie. Nous avons besoin de faire la démonstration que la démocratie est capable de surmonter ce désordre. Nous devons réaffirmer une souveraineté et agir sur le réel, construire un rapport de forces avec la puissance privée. Car si l'État de droit s'est construit au XIX<sup>e</sup> siècle contre les abus de la puissance publique, il s'agit aujourd'hui de lutter contre les abus de pouvoir de la puissance privée : elle ne paie pas ses impôts, édicte ses normes, influence les opinions, bat sa monnaie et veut même rendre la justice.

**Puisque vous abordez la question démocratique, quels problèmes pose, selon vous, la gestion de cette crise ?**

**Boris Vallaud.** Dans la crise, la démocratie n'est pas un problème, elle est même une arme. Plus qu'à tout autre moment, il faut se ranger à ses impératifs, à son exigence. Cette crise montre que nous avons besoin d'un Parlement fort, et non faible comme aujourd'hui. Je plaide pour un rééquilibrage institutionnel. Les démocraties ont besoin de se réarmer.

**Cela fait écho à une VI<sup>e</sup> République...**

**Boris Vallaud.** J'y suis favorable, et depuis longtemps.

**Le chiffre de 6 % de PIB en moins est aujourd'hui avancé. Comment éviter une catastrophe sociale ?**

**Boris Vallaud.** La crise sociale est déjà là. Les mesures gouvernementales de soutien financier massif à l'économie étaient nécessaires, mais sont aidés ceux qui ont un travail, pas les familles précaires, les trois millions d'enfants pauvres qui ne mangeaient à leur faim qu'à la cantine... Très concrètement, il faut augmenter dès maintenant tous les minima sociaux, le taux de remplacement du chômage, accompagner les familles qui ont des conditions matérielles difficiles. Sur ces six points de PIB – au minimum – la question est : qui va rembourser ? Certainement pas ceux qui, frappés les premiers par la crise, seront aussi les plus fragilisés. L'UE est au pied du mur, elle a tout à y perdre ou tout à y gagner. Bien sûr, il faut mutualiser la dette, mais également un ISF européen. La BCE a un rôle important, par exemple en monétisant la dette ou même en annulant des dettes, en échange d'investissements dans la transition écologique, car nous devons également changer de modèle tout en redressant le pays. Notre modèle productif, dans son ensemble, est à repenser. On peut imaginer une sorte de Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale – NDLR) de la transition écologique. La place de l'État est centrale : sur ce point, je suis pour un colbertisme vert.

**Dans cette place centrale de l'État, il y a la question des services publics. Ils ont été mis à mal depuis deux décennies au moins, notamment dans le domaine de la santé, y compris lors du quinquennat précédent. Pensez-vous qu'il faille en faire à nouveau une priorité ?**

**Boris Vallaud.** Lors de l'examen du PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale), nous attirions l'attention sur la situation à l'hôpital, et nous avons proposé, comme d'autres formations de gauche, un plan d'urgence. Bien sûr, il faut desserrer l'étau, mais penser également à des réformes structurelles de notre système de santé : le partage public-privé, la question de la tarification, de l'accès universel aux services publics, le pilotage non pas sur des critères financiers, mais humains.

**Toutes ces problématiques posent également la question de la gauche. Hier, le député insoumis Adrien Quatennens parlait dans nos colonnes de construire autour des causes communes, et d'un « gouvernement de salut commun ». Alors que la situation oblige, êtes-vous prêt à travailler avec l'ensemble de la gauche ? Et comment ?**

**Boris Vallaud.** S'unir autour de causes communes, c'est une proposition que nous avons également formulée : on doit pouvoir travailler ensemble. On aura des désaccords, mais nous devons parler. C'est d'ailleurs le cas : en ce moment, tout le monde parle à tout le monde pour faire face à cette crise profonde. Parmi ces causes communes, il y a la question sociale, la lutte contre les inégalités, qui se joue à tous les niveaux, en particulier dans l'entreprise. Le scandale du versement de dividendes, dans cette période, nous dit ce qu'il faut changer dans notre société. Je pense également à la place de l'État, de l'initiative publique : nous avons besoin d'investissements structurants pour l'avenir. Il faut pouvoir donner des perspectives, un espoir, réconcilier le rêve et l'action.